

EMPLOI

Un Pacte, un pari sur la maturité wallonne

Pacte pour l'emploi et la formation en Wallonie : acte I, scène I. C'est parti pour ce gros dossier de la législature. Et d'abord, on parle...

● **Pascale SERRET**

Le Pacte pour l'emploi et la formation est un des piliers de la Déclaration de politique régionale, bible de la majorité PS-cdH. Et ce vendredi matin, d'une certaine manière, une première pierre est posée. Le GPS-W, le groupe des partenaires sociaux de Wallonie, se réunit à l'Élysette pour la réforme de la fonction consultative.

La ministre wallonne de l'Emploi Eliane Tillieux (PS) va demander au groupe de proposer, d'ici à la mi-juin, leurs pistes pour réformer les aides à l'emploi : une grosse pièce de 1,5 milliard, qui correspond à une quarantaine d'aides diverses. Il faut virer les effets d'aubaine, rationa-

liser, clarifier le paysage, ramener tout ça à une demi-douzaine de mécanismes efficaces, si possible.

Dans la foulée, ce lundi, au cabinet de la ministre se tiendra la première réunion de travail du groupe de pilotage spécialement dédié au Pacte pour l'emploi et la formation : 8 représentants des partenaires sociaux (employeurs et travailleurs) et trois représentants du gouvernement wallon.

Un dialogue social assez mûr ?

Ce nouveau groupe de pilotage devra se réunir au moins tous les quinze jours pour aborder les grosses thématiques du Pacte. Dont la **réorganisation des aides à l'emploi**, bien entendu.

Parmi les autres dossiers à creuser : la création de **places de stage en entreprise** pour les personnes qui suivent une formation professionnelle et en alternance (en Allemagne, ça coule de source, pas chez nous), l'**orienta-**

tion professionnelle (travailler en amont pour mieux orienter les jeunes vers des métiers « porteurs d'avenir »), le **contrat d'insertion** qui doit permettre d'offrir une expérience

professionnelle à chaque jeune sans emploi 18 mois après sa sortie de l'école, contrat de travail de 12 mois à la clé (« On pourrait s'inspirer des articles 60 et 61 », indique la ministre), les incitants financiers pour la **formation continue** des travailleurs et enfin créer un dispositif de prospective sur l'emploi et la formation pour encourager le **dialogue social**.

Objectif : dégager les priorités et les engagements « concrets et réalistes » de chacun, sur ces grosses

thématiques du Pacte à mettre en œuvre pendant cette législature.

Pour ça, il faut un consensus. Au fédéral, le « groupe des 10 » a l'habitude de travailler sur ce schéma. En Wallonie, les nouvelles compétences véhiculées par la 6^e réforme de l'État imposent qu'on y travaille aussi, sur base d'un modèle adapté à notre sauce. On est dans le créneau de l'expérience pilote.

« C'est un pari, celui de la maturité des partenaires sociaux, souligne Eliane Tillieux. Pour réussir, il faudra une confiance mutuelle entre tous les acteurs concernés. Et surtout que tout le monde avance dans le même sens. Et ce n'est pas naïf de dire cela. C'est la clé du succès. » ■